

**MISSION LOCALE ORLEANAISE**

**9 Bld. deVerdun  
45000 ORLEANS**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 / 12 / 2024**

**MISSION LOCALE DE L'ORLEANAIS**  
**9 Bld. De Verdun**  
**45000 ORLEANS**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

Mesdames, Messieurs,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Mission Locale relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2

## **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Orléans, le 2 Mai 2025  
Le Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre  
SAS CASTELCOM



Susie LUCAS  
Associée

## Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)	26 541	26 541		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
	Constructions	266 145	206 914	59 230	63 885
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	376 443	334 484	41 959	24 540
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	296 247		296 247	221 811
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	8 310		8 310	8 310
<b>TOTAL ( I )</b>		<b>973 685</b>	<b>567 939</b>	<b>405 746</b>	<b>318 546</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>	2 329		2 329	10 660
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	613 399		613 399	562 671
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>				
	<b>DISPONIBILITES</b>	2 691 681		2 691 681	2 547 524
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	96 042		96 042	2 813
	<b>TOTAL ( II )</b>	<b>3 403 452</b>		<b>3 403 452</b>	<b>3 123 669</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler ( III )				
	Primes de remboursement des obligations ( IV )				
	Ecarts de conversion actif ( V )				
<b>TOTAL ACTIF (I à V)</b>		<b>4 377 137</b>	<b>567 939</b>	<b>3 809 198</b>	<b>3 442 215</b>
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				8 310	
(3) dont à plus d'un an					

## Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires	111 381	111 381
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	1 922 573	1 149 200
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau		
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	177 657	773 374
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	2 211 612	2 033 955
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	19 627	25 889
	Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds propres</b>	19 627	25 889
	<b>Total des fonds propres</b>	2 231 239	2 059 844
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	457 837	411 852
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>	457 837	411 852
Provisions	Provisions pour risques	102 540	102 540
	Provisions pour charges	270 327	289 473
	<b>Total des provisions</b>	372 867	392 013
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	61 961	56 636
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	684 390	520 926
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	905	905
	Produits constatés d'avance		39
	<b>Total des dettes</b>	747 255	578 506
	Ecarts de conversion passif		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	3 809 198	3 442 215
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	177 656,96	773 373,68
	(1) Dont à moins d'un an	747 255	578 506
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

## Compte de Résultat

1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service		
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	3 974 571	4 115 832
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	68 260	704 301
	Utilisations des fonds dédiés	411 852	706
	Autres produits	45 731	41 834
Total des produits d'exploitation		4 500 415	4 862 673
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	569 772	643 606
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	264 495	255 990
	Salaires et traitements	2 174 713	2 038 258
	Charges sociales	892 992	721 242
	Dotation aux amortissements et dépréciations	32 894	30 769
	Dotation aux provisions	46 498	51 183
	Reports en fonds dédiés	457 837	411 852
	Autres charges	9 962	10 265
Total des charges d'exploitation		4 449 163	4 163 166
RESULTAT D'EXPLOITATION		51 253	699 507



## Compte de Résultat

2/2

		31/12/2024	31/12/2023
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>51 253</b>	<b>699 507</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	31 194	12 407
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des produits financiers</b>		<b>31 194</b>	<b>12 407</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des charges financières</b>			
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>31 194</b>	<b>12 407</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts</b>		<b>82 447</b>	<b>711 913</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	Sur opérations de gestion	88 119	83 577
	Sur opérations en capital	18 444	6 586
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>106 563</b>	<b>90 163</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	Sur opérations de gestion	4 265	6 162
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		22 540
	<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>4 265</b>	<b>28 702</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>102 298</b>	<b>61 460</b>
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		7 088	
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>4 638 173</b>	<b>4 965 242</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>4 460 516</b>	<b>4 191 868</b>
<b>EXCÉDENT ou DÉFICIT</b>		<b>177 657</b>	<b>773 374</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Dons en nature			
Prestations en nature		53 409	57 464
Bénévolat			
<b>TOTAL</b>		<b>53 409</b>	<b>57 464</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations		53 409	57 464
Personnel bénévole			
<b>TOTAL</b>		<b>53 409</b>	<b>57 464</b>

## Règles et Méthodes Comptables

### Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens de l'entité



#### Objet social :

La Mission Locale de l'Orléanais est une association conforme à la loi du 1er juillet 1901, créée le 27 novembre 1989.

La Mission Locale de l'Orléanais a pour but de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans (30 ans si RQTH), en coordination avec tous les partenaires concernés et en appliquant les politiques définies aux niveaux national et local qui répondent aux missions suivantes :

- Construire une place pour tous les jeunes,
- Mutualiser les compétences sur le territoire,
- Créer un espace d'initiative et d'innovation

L'activité principale de l'association est la gestion et l'animation de la Mission Locale de l'Orléanais, en conformité avec la Charte Nationale des Missions Locales, le Protocole National 2000 et la Carte des Missions Locales et PAIO de la Région Centre.

La Mission Locale de L'Orléanais, est un espace d'intervention au service des jeunes de 16 à 25 ans.

Chaque jeune accueilli bénéficie d'un suivi personnalisé dans le cadre de ses démarches. La structure d'accueil doit apporter des réponses aux questions d'emploi, de formation mais aussi sur le logement ou la santé. Chaque jeune, selon son niveau, ses besoins, ses difficultés peut bénéficier de réponses individualisées pour définir son objectif professionnel et les étapes de sa réalisation, pour établir son projet de formation et l'accomplir, pour accéder à l'emploi et s'y maintenir.

## Règles et Méthodes Comptables

### La Mission Locale de l'Orléanais se compose :

#### ❖ Membres d'Honneur

Les Membres d'Honneur sont nommés par le Conseil d'Administration et participent à l'Assemblée Générale avec voix consultative.

#### ❖ Membres de droit

Les représentants des administrations de l'Etat et les représentants du Conseil Régional et du Conseil Général du Loiret

#### ❖ Membres associés

Les représentants des organismes compétents en matière d'insertion sociale et professionnelle, sur décision du Conseil d'Administration. Ils participent à l'AG avec voix consultative.

#### ❖ Membres adhérents

- Les représentants des collectivités territoriales
- Les représentants des associations ayant une vocation en matière d'emploi, formation, insertion sociale, prévention, santé, logement
- Les représentants des organismes consulaires
- Les entreprises et syndicats professionnels
- Les syndicats de salariés
- Les représentants d'organisme parapublics
- Les représentants d'organismes chargés de l'accueil et de l'information des jeunes

## Règles et Méthodes Comptables

### Missions sociales :

La Mission Locale de l'Orléanais est une association appartenant au service public de l'emploi dont l'objet est l'insertion professionnelle et sociale des jeunes. Ses missions sont principalement d'accueillir, informer et orienter les jeunes, les accompagner dans leur parcours d'insertion et l'accès à l'emploi, ainsi qu'animer les partenariats locaux.

### Un accompagnement global au service de l'accès à la vie active

La Mission Locale de l'Orléanais a développé depuis 1989, un mode d'intervention global au service des jeunes qui consiste à traiter l'ensemble des difficultés d'insertion : emploi, formation, orientation, mobilité, logement, santé, accès à la culture et aux loisirs. Cette approche globale est le moyen le plus efficace pour lever les obstacles à l'insertion dans l'emploi et dans la vie active.

Des services proposés aux jeunes dans trois domaines : professionnel, social et vie sociale

- ❖ Définition du projet professionnel, accès à une formation professionnelle, recherche d'emploi et intégration dans l'entreprise.
- ❖ Information sur la santé et accès aux soins, recherche d'un hébergement et accès à un logement autonome
- ❖ Accès aux droits, participation citoyenne, accès aux activités culturelles, sportives et de loisirs.

### Moyens mis en œuvre et ressources :

La Mission Locale de l'Orléanais est composée de 65 salariés pour 60.47 ETP :

- ❖ Directrice : 1
- ❖ Directrice Adjointe : 1
- ❖ Responsables de secteur : 2
- ❖ Responsable Administrative et Financière : 1
- ❖ Responsable Ressources Humaines : 1
- ❖ Assistante de direction : 2
- ❖ Assistantes Administratives : 8
- ❖ Assistante de gestion : 1
- ❖ Alternant contrôleur de gestion : 1
- ❖ Chargé de projet informatique : 1
- ❖ Assistant informatique : 1

## Règles et Méthodes Comptables

- ❖ Agent d'hygiène et maintenance : 1
- ❖ Chargé de projet : 3
- ❖ Coordinateur Accueil : 1
- ❖ Coordinateur AIO : 1
- ❖ Psychologues : 3
- ❖ Conseillers Insertion Professionnelle : 32
- ❖ Chargé de relation entreprise : 4

### Règles générales

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

### Méthode générale

Les comptes annuels de l'exercice au **31/12/2024** ont été établis conformément aux règlements de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 et 2020-08 relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

## Règles et Méthodes Comptables

Les principales méthodes utilisées sont :

### Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

### Méthode d'amortissement

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remise et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition après déduction des rabais, remise et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

## Règles et Méthodes Comptables

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Logiciel : 3 ans
- \* Agencements des constructions : 5 à 10 ans
- \* Matériel de bureau : 3 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 3 à 8 ans

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

## Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	26 541					26 541
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	26 541					26 541
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement	256 309		9 836			266 145
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport			12 635			12 635
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	340 620		23 188			363 808
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	596 929		45 659			642 588
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	221 811		74 435			296 247
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	8 310					8 310
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	230 121		74 435			304 557
TOTAL		853 591		120 095			973 685

## Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	26 541			26 541
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>26 541</b>			<b>26 541</b>
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	192 424	14 491		206 914
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers		1 348		1 348
	Matériel de transport		17 056		333 136
	Matériel de bureau, mobilier	316 080			
	Emballages récupérables et divers				
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>508 504</b>	<b>32 894</b>		<b>541 398</b>
<b>TOTAL</b>		<b>535 044</b>	<b>32 894</b>		<b>567 939</b>

## Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	8 310	8 310	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	10	10	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	596 607	596 607	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	16 782	16 782	
	Charges constatées d'avance	96 042	96 042	
	<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>717 751</b>	<b>717 751</b>	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	61 961	61 961		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	238 581	238 581		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	400 329	400 329		
	Impôts sur les bénéfices	7 088	7 088		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	38 391	38 391		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	905	905		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>747 255</b>	<b>747 255</b>		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

## Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	111 381				111 381
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	1 149 200	773 374			1 922 573
Autres réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	773 374	(773 374)	177 657		177 657
<b>Situation nette</b>	<b>2 033 955</b>		<b>177 657</b>		<b>2 211 612</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	25 889		12 183	18 444	19 627
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>2 059 844</b>		<b>189 840</b>	<b>18 444</b>	<b>2 231 239</b>

## Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	289 473	46 498	65 644	270 327
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	102 540			102 540
	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>392 013</b>	<b>46 498</b>	<b>65 644</b>	<b>372 867</b>
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>392 013</b>	<b>46 498</b>	<b>65 644</b>	<b>372 867</b>
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			46 498	65 644	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

## Produits à recevoir

		31/12/2024
<b>Total des Produits à recevoir</b>		<b>616 163</b>
<b>Autres créances</b>		<b>616 163</b>
Etat & collectivités subventio	596 607	
Produits à recevoir	12 155	
Interets courus a recevoir	7 401	

**Charges constatées d'avance**

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		96 042	96 042
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			96 042

## Charges à payer

		31/12/2024
<b>Total des Charges à payer</b>		<b>402 500</b>
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>		<b>19 576</b>
Fournisseurs factures non parv	19 576	
<b>Dettes fiscales et sociales</b>		<b>382 019</b>
Dettes provisionnées pour cong	233 681	
Autres charges à payer	4 901	
Charges sociales sur congés p	111 891	
Charges sociales à payer	3 005	
Organismes sociaux charges pa	28 543	
<b>Autres dettes</b>		<b>905</b>
Subventions à reverser	905	

## Concours publics et subventions

31/12/2024	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
<b>Concours publics et subventions</b>						
Concours publics		24 437				24 437
Subventions d'exploitation		3 007 857	575 061		367 216	3 950 134
Subventions d'investissement			11 000		1 183	12 183
<b>TOTAL</b>		<b>3 032 294</b>	<b>586 061</b>		<b>368 399</b>	<b>3 986 754</b>

### Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Etat - CEJ	410 347	457 837	410 347			457 837	
Orléans METROPOLE - FAJ AIME TOI	1 505		1 505				
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	411 852	457 837	411 852			457 837	

## Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2024	31/12/2023
Dons en nature		
Prestations en nature		
Prestations en nature des communes	53 409	57 464
Bénévolat	53 409	57 464
<b>Total</b>	<b>53 409</b>	<b>57 464</b>
Répartition par nature de charges	31/12/2024	31/12/2023
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations		
Mise à disposition des locaux	53 150	57 205
Mise à disposition du personnel	259	259
Autres prestations diverses		
	53 409	57 464
Personnel bénévole		
<b>Total</b>	<b>53 409</b>	<b>57 464</b>

## Autres informations

### Rémunération allouées aux dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles ou salariés n'est pas communiqué.

En effet, les administrateurs sont bénévoles et la directrice est salariée. Cela reviendrait donc à donner une rémunération individuelle.

### Contributions volontaires

Les contributions volontaires en nature concernent des prestations diverses des communes.

### Rémunération du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes titulaires, concernant la certification des comptes au 31/12/2024 s'élèvent à 5 364 €.